Afin de prévenir le surendettement

L'invitée

Caroline Regamey
Centre social protestant Vaud

Cette année 2017 achève la première décennie du Programme cantonal de prévention du surendettement (PPS). Pour l'équipe de prévention du Centre social protestant Vaud, qui a les jeunes pour public cible, le bilan est engageant.

En effet, en dix ans, nos actions se sont déployées dans les écoles professionnelles, les gymnases, des structures de la transition (École de la transition, SeMo ou semestre de motivation), puis dans des Hautes Écoles spécialisées, et enfin, hors milieu scolaire. Divers outils ont été créés, testés, utilisés dans les ateliers animés par des spécialistes du CSP, et transmis aux enseignant(e)s disposé(e)s à poursuivre la démarche de manière autonome. Et surtout, un nombre considérable de jeunes ont été informés, sensibilisés et conscientisés!

Tout ce travail, construit à la lumière des expériences de terrain du CSP, a été rendu possible par le financement public et soutenu par les deux départements en charge de la formation et de la jeunesse et respectivement de l'action sociale. Il a également bénéficié des apports de nos partenaires du postobligatoire, condition nécessaire pour s'intégrer aux programmes, et pour s'implanter plus durablement.

On ne peut que se réjouir du développement de ce type de prévention, dont les effets seront intéressants à étudier dans le plus long terme. L'approche retenue contribue à forger dans cette génération un rapport à l'argent plus conscient et plus solide, base pour éviter certains pièges de la consommation.

Ce n'est pas de trop, alors que les stratégies publicitaires sont omniprésentes et visent évidemment aussi le public jeune! Dans ce rapport de force plus qu'inégal, le soutien de l'État aux services à but non lucratif qui s'activent dans le domaine est d'autant plus précieux.

Nos actions visent aussi à renforcer les connaissances et compétences des jeunes sur des questions administratives qui restent sources de difficultés (déclarations d'impôt par exemple). Les jeunes sont globalement plus informés qu'il y a dix ans, grâce aussi aux informations rendues accessibles dans l'espace public, notamment sur le site Internet ciao.ch.

C'est encourageant, comme le sont les recommandations (2017) de la Session cantonale des jeunes (14-20 ans), qui souhaitent des cours de gestion financière aussi dans la scolarité obligatoire – demande relayée au niveau politique.

Et ce d'autant plus que les services actifs dans l'aide à la gestion de dettes constatent toujours de grandes lacunes en matière de gestion administrative chez les moins jeunes, qui apparaissent lors de la prise en charge de situations financières très dégradées (donc très – voire trop – tard). Ces besoins-là devraient dès lors faire aussi l'objet d'une attention plus que soutenue, non seulement des services actifs, mais aussi de la part des pouvoirs publics.

Le glyphosate inquiète? Consommons suisse!

L'invité

Luc Thomas
Directeur de Prométerre

Et si la Suisse décidait de bannir le glyphosate de ses produits autorisés? Des voix se sont fait entendre ces derniers mois pour demander au Conseil fédéral de prendre les devants, sans attendre la décision de l'Union européenne – qui a finalement reconduit l'autorisation pour cinq ans. Mais loin d'assurer une meilleure protection du consommateur helvétique, un tel choix unilatéral aurait pour effet d'accroître notre dépendance aux importations, avec pour corollaire l'exposition des individus à un risque accru d'ingurgiter des denrées alimentaires contenant des résidus de cette molécule indésirable dans nos assiettes.

Il faut en effet rappeler que l'agriculture suisse utilise cette substance de manière ciblée et bien plus restreinte que partout ailleurs sur la planète. D'abord, nous ne cultivons pas de plantes OGM, qui exigent souvent un recours massif au glyphosate. En Suisse, celui-ci n'est par ailleurs appliqué qu'en tant qu'herbicide préalablement à la mise en place d'une nouvelle culture. À la différence de ce qui se pratique en Europe et au-delà, il ne peut donc pas être épandu comme accélérateur de maturation avant la récolte.

Il en résulte que les produits alimentaires élaborés à partir de matière premières agricoles indigènes ne contiennent pas de résidus de cette substance, ainsi que l'ont confirmé les analyses officielles de la Confédération, tout comme celles que Prométerre a pris l'initiative de diligenter l'été dernier.

Le glyphosate est au cœur d'une controverse depuis la publication, en 2015, d'une étude de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) classant cette substance comme «cancérogène probable». Même si cette conclusion ne fait pas l'unanimité dans la communauté scientifique, d'où émanent des critiques jugeant l'approche de l'OMS non pertinente car pas suffisamment orientée sur l'évaluation des risques effectifs, elle n'en a pas moins pour effet de semer le doute dans les esprits, y compris de ceux qui ont la responsabilité politique de statuer sur la poursuite de la commercialisation de ce produit.

Le refus de notre gouvernement de proscrire le glyphosate a été accueilli avec soulagement par l'agriculture, qu'une interdiction aurait lourdement et injustement pénalisée.

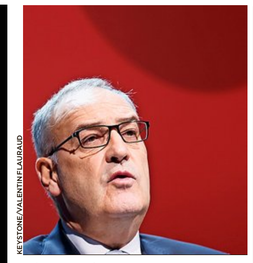
En l'état actuel des connaissances et de la technique, une renonciation complète à son usage poserait un sérieux problème à l'agriculture, car il n'existe pas de véritables produits de substitution ou, s'ils'en trouve, ils demeurent moins efficaces et posent davantage de problèmes en termes d'impact sur l'environnement. Il s'agirait alors de mettre en œuvre de nouvelles stratégies de lutte contre les mauvaises herbes – mécanique notamment –, avec pour conséquences des coûts de production supplémentaires, de plus faibles rendements ou le cumul des deux. Cela induirait une diminution de la production indigène, et donc une augmentation correspondante des importations dont les produits, comme déjà mentionné ici, contiennent des traces de glyphosate, contrairement aux fabrications composées de matières premières suisses.

Numérique

L'EPFL s'attaque à la cybercriminalité

Avec d'autres partenaires, la haute école fonde un centre de recherches destiné à devenir un pôle de compétences en matière de sécurité informatique

Impact financier
En 2015, à l'échelle mondiale, la cybercriminalité aurait provoqué pour plus de 123,3 milliards de francs de dégâts. DR



KEYSTONE/VALENTIN FLAURAUD

«Les cybermenaces ne remplacent pas celles plus conventionnelles. Elles les renforcent, les précèdent, mais ne les effacent pas»

Guy Parmelin Conseiller fédéral en charge du Département de la défense, de la protection de la population et des sports

KEYSTONE/VALENTIN FLAURAUD

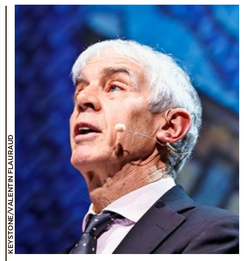
«Notre volonté est de devenir le canton leader dans cette lutte contre les cyberrisques»

Nuria Gorrite Présidente du Conseil d'État vaudois

KEYSTONE/VALENTIN FLAURAUD

«Nous détenons aujourd'hui tous les ingrédients pour permettre à la Suisse de se bâtir une renommée internationale»

André Kudelski Patron du groupe Kudelski



KEYSTONE/VALENTIN FLAURAUD

«La digitalisation est semblable à un tsunami qui frappe de plein fouet l'ensemble de notre société! Un cinquième élément!»

Martin Vetterli Président de l'École polytechnique fédérale de Lausanne

Olivier Wurlod

«Un tsunami frappant de plein fouet l'ensemble de notre société! Un cinquième élément!» Martin Vetterli, président de l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), a le sens de la formule lorsqu'il s'agit de résumer la manière dont le numérique est en train de bouleverser notre planète. Mais comme l'explique ce dernier, «alors que l'air, le feu, la terre et l'eau sont tous passés sous la maîtrise et le contrôle de l'homme, ce n'est de loin pas le cas du cyberespace».

Dans le but de changer la donne et de réussir à établir les principes aptes à dompter ce monde dématérialisé, l'EPFL annonçait mardi, lors d'une journée consacrée à la cybersécurité, l'ouverture d'un nouveau centre baptisé «EPFL Center for Digital Trust». En collaboration avec huit partenaires – dont le CICR, le CHUV, mais aussi des sociétés privées comme SICPA, Swisscom ou encore Swissquote –, l'objectif sera de développer les outils et technologies nécessaires pour assurer notre sécurité informatique et parvenir ainsi à restaurer un climat de confiance envers le monde digital. «Nous voulons devenir une plateforme de référence et répondre aux défis de nos partenaires dans leur utilisation du numérique», résumait lundi Jean-Pierre Hubaux, qui aura la charge de diriger ce nouveau centre académique.

Ce lieu servira à renforcer la pépinière déjà très forte d'institutions et de sociétés s'illustrant dans l'univers digital sur l'arc lémanique. Du côté de l'EPFL notamment, cette dernière n'a pas attendu la création de ce futur centre pour s'attaquer aux enjeux numériques. Une trentaine de professeurs œuvrent déjà sur des thématiques propres à cet univers, à l'instar des fameuses fintechs (combinaison des termes finance et technologie).

«Le piratage en 2016 de RUAG et du DDPS a débouché sur une prise de conscience nationale. Depuis, nous avons intensifié nos échanges avec les hautes écoles pour identifier les menaces et les défis à relever»

Guy Parmelin Conseiller fédéral en charge du Département de la défense, de la protection de la population et des sports

Arc lémanique en pole position

Du côté des acteurs privés, la présence de sociétés comme Cisco (également basée à l'EPFL), Kudelski, voire même de start-up prometteuses comme Nexthink, qui levait 40 millions de dollars (39,4 millions de francs) au printemps 2016, démontre également du dynamisme croissant de cette région dans la lutte contre la cybercriminalité. «Nous détenons aujourd'hui tous les ingrédients pour permettre à la Suisse de se bâtir une renommée internationale», assure André Kudelski, patron du groupe éponyme. Il y a un peu plus d'un an, l'entreprise vaudoise franchissait d'ailleurs un cap en acquérant la société Milestone Systems, leader dans les solutions de cybersécurité et de sécurité des réseaux.

À l'autre bout du lac, les Genevois sont également loin d'être inactifs dans ce domaine. Alors que la Cité de Calvin accueille ces jours le Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI), des initiatives ont été lancées ces dernières années à l'exemple de Fusion, un incubateur longtemps spécialisé dans les fintechs.

Progrès à faire au niveau politique

Sur le plan politique, le besoin de mettre en place une cyberdéfense efficace semble enfin d'actualité. «Nous avons intensifié nos échanges avec les hautes écoles pour identifier les menaces et les défis à relever», déclarait mardi Guy Parmelin. Pour le conseiller fédéral, il y aurait eu une prise de conscience nationale en 2016 lorsque, au mois de mai, l'entreprise Ruag et le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) étaient la cible d'une cyberattaque.

Berne a depuis élaboré tout un plan cyberdéfense. Mais ses moyens restent très limités avec notamment une enveloppe à disposition de 100 millions de francs et une équipe composée d'une cinquantaine de personnes. «Nous ne sommes plus à la hauteur tant en termes de moyens que de processus», reconnaît Guy Parmelin. Ce dernier prévoit donc de tripler les effectifs consacrés à la lutte contre la cybercriminalité dans les prochaines années.

Le conseiller fédéral appelle toutefois au pragmatisme et regrette «cette mode cybernétique» tant au sein du parlement que de la presse. «Les cybermenaces ne remplacent pas celles plus conventionnelles. Elles les renforcent, les précèdent, mais ne les effacent pas», assure-t-il en appelant à un équilibre des mesures. Guy Parmelin réagissait surtout à la motion du conseiller aux États zougois Joachim Eder qui appelle à la création d'un centre de compétence fédéral pour la cybersécurité.

Convaincue que ce futur lieu de recherches serait un excellent complément à celui de l'EPFL, Nuria Gorrite, présidente du Conseil d'État vaudois, profitait mardi de la présence du chef du DDPS pour signaler que le canton de Vaud était prêt à l'accueillir. «Car notre volonté est de devenir le canton leader dans cette lutte contre les cyberrisques», expliquait la conseillère d'État.

Plus d'un tiers des menaces viennent du Darknet

● Pour la majeure partie de la population, le Darknet laisse songeur. Les réactions oscillent le plus souvent entre peurs et fantasmes au vu des possibilités généralement attribuées à l'ensemble des réseaux qui le composent. Ces derniers, au bénéfice d'un anonymat total (les adresses IP de leurs utilisateurs sont masquées), laissent effectivement la place à toutes les dérives, à tous les interdits. Drogues, fausses identités, armes, données volées… même les virus informatiques circulent et sont achetables sur le Darknet.

D'après les experts, dont ceux de la société de sécurité informatique Norton, plus d'un tiers des menaces cybercriminelles proviendraient actuellement des réseaux du Darknet. Des attaques qui coûtent très cher à l'économie. Rien qu'en 2015, à l'échelle mondiale, la cybercriminalité aurait provoqué pour plus de 125 milliards de dollars (123,3 milliards de francs) de dégâts.

Au vu des dommages considérables engendrés par de telles activités, les tentatives pour mettre au pas ces réseaux se multiplient dans le monde. Durant l'été, en collaboration avec Europol, le FBI a mis un terme aux activités d'AlphaBay et de Hansa, soit deux des plus grosses plates-formes de vente actives sur le Darknet.

En Suisse, Swisscom fait partie des sociétés particulièrement engagées dans cette lutte contre la cybercriminalité issue du Darknet. En plus de s'associer avec des hackers pour percer à jour d'éventuelles failles dans la sécurité de ses systèmes informatiques, l'opérateur suisse confirmait récemment, dans une chronique publiée sur son site, y être actif. L'un de leurs experts en sécurité a ainsi la tâche de passer au peigne fin les sites de vente disponibles sur le Darknet afin de déceler toutes activités criminelles aptes à menacer l'entreprise. **O.W.**

Cyberdéfense

Une lutte de plus en plus coûteuse pour les entreprises

Ces derniers mois, aux quatre coins du monde, quelque 1200 entreprises ont été interrogées par les experts d'EY, l'un des leaders mondiaux du conseil et de l'audit. L'objectif était de déterminer si ces dernières étaient suffisamment protégées ou du moins prêtes à répondre à de potentielles menaces en provenance du cyberespace.
Publiées lundi, les conclusions tirées de cette enquête ne sont pas particulièrement glorieuses. Elles démontrent que les moyens mis pour lutter contre la cybercriminalité restent largement insuffisants. «Certaines entreprises jouent même avec le feu», prévient Reto Aeberhardt, responsable de la cybersécurité chez EY Suisse.
Confrontées à une explosion exponentielle des coûts, les entreprises peinent visiblement de plus en plus à trouver les montants nécessaires pour se protéger. Alors que 87% concèdent qu'elles devraient augmenter drastiquement leurs moyens pour augmenter leur cybersécurité, seules 12% d'entre elles envisagent réellement d'investir suffisamment d'argent pour optimiser leurs défenses. Résultat: les experts constatent que, le plus souvent, les investissements nécessaires ne sont effectués qu'une fois les dégâts faits, alors qu'au contraire les sociétés devraient être de plus en plus proactives.
Certaines solutions ont toutefois été apportées mardi, lors de cette journée consacrée à la cybersécurité et accueillie par l'EPFL. «Pour réduire les coûts, au lieu de se contenter d'une défense générale, il faudrait que les sociétés analysent clairement quelles parties de leurs affaires nécessitent d'être vraiment protégées», estime Uwe Kissmann, CEO et directeur de l'activité cybersécurité d'Accenture dans l'EALA (Europe, Afrique et Amérique latine).
Tom Schmidt, directeur de la cybersécurité d'EY Suisse, rappelle également qu'il existe la solution moins onéreuse de transférer sa cyberdéfense à d'autres: «L'externalisation de certaines missions de sécurité auprès de spécialistes peut notamment aider les petites et moyennes entreprises. Car même pour les plus grandes, il est parfois très difficile de couvrir toutes les compétences requises en cybersécurité avec leurs propres collaborateurs.» **O.W.**